

membres des forces de sécurité accusés d'avoir abusé de leurs pouvoirs auprès de citoyens salvadoriens. La peur manifestée depuis toujours par l'armée à l'égard du réformisme de la Démocratie chrétienne s'avère avoir été exagérée, et les cadres supérieurs de l'armée guatémaltèque n'ont pas manqué d'en prendre bonne note.

Dès 1982, Vinicio Cerezo, issu de l'aile progressiste du Parti chrétien-démocrate, s'est montré délibérément modéré dans ses propos. Autrefois provocant dans ses critiques à l'égard du pouvoir militaire (il a lui-même été la cible d'au moins quatre tentatives d'assassinat), il a commencé à adoucir ses positions à la suite du coup d'État du général Rios Montt. Il s'est ainsi abstenu de condamner la complicité de ce dernier avec les auteurs de violations systématiques des droits de la personne dans les campagnes. Depuis s'est installé peu à peu un *modus vivendi* entre l'armée et la Démocratie chrétienne.

Retour à un gouvernement civil

Pour apaiser la méfiance persistante des militaires, Vinicio Cerezo a dû faire deux concessions importantes : une dans le domaine des droits de la personne, l'autre à propos des réformes sociales. Voici ce qu'il a déclaré en octobre 1985 :

Il serait ici très difficile d'engager des procès comme ceux qu'a institués le président Alfonsín car, à la différence des forces argentines, l'armée du Guatemala n'est pas en déroute... Nous ne pouvons accorder l'amnistie aux guérilleros et faire passer les officiers de notre armée en justice. Cela équivaudrait à un suicide."

Pour ce qui est des réformes sociales de base, Cerezo a renoncé à celles qui concernent le partage des terres et la révision du régime fiscal (80 p. 100 des recettes de l'État proviennent des taxes indirectes, les contributions directes ne représentant que 20 p. 100).

En même temps, il s'efforce de modérer certains espoirs. Voici ce qu'il prédisait avant les élections :

Mon gouvernement ne se lancera pas dans des réformes sociales, que l'armée ne saurait tolérer, mais il assurera la transition vers la démocratie. Seul mon successeur pourra amorcer les transformations sociales dont le Guatemala a cruellement besoin, y compris la réforme agraire.

Toute tentative qui viserait à usurper le pouvoir de l'armée pourrait provoquer un nouveau coup d'État militaire. Et il est peu probable que l'armée renonce volontairement à diriger les affaires du pays. Dans l'étude qu'ils ont effectuée avant les élections sur les institutions de l'armée qui assurent la sécurité du pays et le développement rural (*Security*



HUNT

Tom Hunt

and Development in the Guatemala Highlands), deux anthropologues américains, nommé Chris Krueger et Kjell Enge, ont conclu ce qui suit :

Les militaires sont bien placés pour conserver la maîtrise de ces institutions et de ces programmes. Ou bien ils se retirent, et ils ne manqueront pas alors d'imputer l'échec à leur successeur qui devra faire face à une société fortement polarisée et traumatisée et à une économie en situation de crise ; ou bien ils continuent de diriger des organismes et des opérations parallèles et à gérer les ressources, auquel cas les civils auront beaucoup de mal à se rendre maîtres des activités de développement.

L'avenir

L'élection de Vinicio Cerezo a sans aucun doute valu au Guatemala de retrouver la faveur de l'opinion mondiale, mais quelles sont les perspectives d'avenir du pays et de son président ? Cerezo pourra-t-il contribuer à la démocratisation du pays autant qu'il l'a promis ?

Cette élection présidentielle permet de lever la condition à laquelle le Congrès américain avait assujéti l'attribution de son aide, qui s'élevait à 10 millions de dollars dans le domaine militaire et à 80 millions dans le secteur économique. Le nouveau gouvernement civil espère réussir à obtenir l'aide de pays étrangers et à se gagner plus facilement la

sympathie des banques étrangères et du Fonds monétaire international afin de renégocier sa dette extérieure et d'attirer des investisseurs.

En transmettant le pouvoir "théorique" aux civils, les militaires poursuivent deux objectifs : d'une part, le pays obtiendra des fonds pour mettre en oeuvre les deux volets de son programme intégré de lutte

ment. Quant à l'aide étrangère, notamment l'aide militaire ou paramilitaire, elle ne peut engendrer aucune reprise ou expansion économique.

Le Guatemala a longtemps été considéré comme un paria sur la scène internationale. Ainsi, le Canada a suspendu son aide en 1981 par suite de violations flagrantes et systématiques des droits de la personne. En décembre 1985, le Canada a appuyé une résolution des Nations-Unies selon laquelle ces dernières

déplorent profondément le fait que l'on continue de violer sans vergogne les droits de la personne, ... cette situation étant due en grande partie au fait que les militaires et les forces de sécurité ne parviennent pas à remplir leur tâche tout en respectant les droits fondamentaux de tous les Guatémaltèques.

Pour que puisse être renouvelée une aide bilatérale quelconque, les conditions ci-dessous devront avoir été préalablement remplies :

- arrêt définitif des violations systématiques des droits de la personne et démantèlement des structures de répression ;
- enquête sur le sort des disparus et poursuite des responsables en justice ;
- établissement des droits et libertés civiles, y compris la liberté d'association pleine et entière ;
- mise en oeuvre de réformes tant structurelles, comme la réforme agraire, que politiques.

Le président Cerezo est un homme politique chevronné. Il parviendra certainement à se maintenir au pouvoir pendant plusieurs mois, et il est même possible qu'il remplisse entièrement son mandat de cinq ans. Mais réussira-t-il à modifier les structures en place et à mettre fin aux abus de pouvoir au Guatemala ? En subordonnant toute aide économique à la mise en oeuvre de réformes structurelles et au respect effectif des droits de la personne, la collectivité internationale aiderait les Guatémaltèques à redevenir politiquement maîtres de leur pays aux dépens des militaires quasiment tous-puissants. Une reprise prématurée de l'aide internationale ne ferait que priver les civils, déjà en position de faiblesse, de tout moyen d'intervention auprès des généraux, et retarder ainsi d'autant plus le processus de réconciliation nationale et l'amorce d'un développement socio-économique équitable au Guatemala.